Édouard Philippe,
la SNCF
Et le Mensonge en Marche !

Le premier ministre a fait connaître ce matin (lundi 26 février 2018) les orientations qu'il entend donner à une réforme de la SNCF. Sur le fond il n'y a pas de surprise : la bourgeoisie française et européenne (UE) veulent en finir avec le secteur nationalisé, pour le rail comme pour le reste. Ce qu'a développé E.P. c'est la « conjugaison du verbe » que constitue les Directives de la Commission de Bruxelles ! Il n'en demeure pas moins que la gravité de l'opération en cours, et la manière dont elle est lancée, ne saurait être sous-estimée : elle repose en effet sur le mensonge pour calmer les inquiétudes des travailleurs de la SNCF, des services publics et des usagers, et sur l'utilisation du recours aux ordonnances, au nom de l'efficacité !

Le gouvernement affirme qu'il ne veut pas privatiser la SNCF, mais dans le même temps il annonce le changement de statut de la SNCF qui deviendrait une « société nationale » unique. Mais le fait que la SNCF soit constituée de trois entreprises c'est le résultat d'une ordonnance de Bruxelles **concernant les seules** entreprises publiques. Cela ne concerne pas les groupes monopolistes privés. Par conséquent le changement de statut prévu met sur les rails la privatisation ! D'ailleurs E.P. montre le bout de l'oreille en déclarant que les actions de l'État seront incessibles : cela sous-entend que les actions qui ne seront pas à l'État le seront ! Car la privatisation peut prendre plusieurs visages selon les besoins : la vente au privé pure et simple comme cela a été fait pour les Banques, ou l'entrée du capital privé, au côté de l'État, dans ce qui est devenu le capital de l'entreprise comme à France Télécom. Pas besoin d'être grand clerc pour comprendre, que le niveau des investissements dont a besoin une telle entreprise, n'intéresse pas globalement les capitalistes. Ce qui les intéressent ce sont les secteurs rentables, par conséquent l'État actionnaire socialisera les pertes et le capital lui empochera les bénéfices ! L'exemple de la Grande-Bretagne (ou des États Unis) où la situation du rail est catastrophique à la suite de la privatisation du réseau ferré, évoqué par le premier ministre, montre bien que du point de vue du capital monopoliste et de son État il faut trouver une solution adaptée.

De la même manière la fin annoncée du statut des cheminots, qui prend en compte les nécessités de service, et assure la permanence du service public, est significative de la volonté de transformer la SNCF en société anonyme en concurrence avec les autres. D'ailleurs le discours du ministre est émaillé d'allusions à la concurrence dans le secteur. Très concrètement ce qui est annoncé c'est la possibilité de licencier les travailleurs, de restructurer les services sur le dos des personnels. Les objectifs sont clairs : passer de la diminution continue du personnel à statut mené depuis des années (178 260 à 152 968 entre 2003 et 2013 relevant du service public), en augmentant le nombre de personnel des filiales sans statut, à une politique où la direction aurait les mains libres en matière de restructuration.

Et c'est un mensonge supplémentaire que de prétendre que cela va permettre de moderniser, de mieux assurer le service public et réduire l'endettement. Partout où cette politique a été mise en place cela s'est traduit par dégradation pour les usagers et les personnels : que l'on se rappelle les suicides et les dépressions à France télécom, dans la fonction publique hospitalière. Et ce ne sont pas les cheminots qui sont responsables des retards, des disfonctionnements des systèmes informatiques, (le gouvernement veut accroître la part du numérique dans la gestion et donc bien diminuer le nombre de

cheminots), du vieillissement du matériel : c'est la politique du tout TGV, vitrine internationale pour les monopoles français du secteur équipement payée par les contribuables ! C'est la politique de baisse d'effectifs. C'est la politique qui a laissé se dégrader le transport ferroviaire pour les lignes secondaires, qui a liquidé les trains de nuits, qui supprime les intercités, qui n'assure plus les transports le week-end!

En fait le gouvernement aujourd'hui veut opposer les personnels à statut à ceux qui n'en ont pas. Il faut éviter le piège et réclamer le statut pour tous, y compris pour les personnels des filiales !

Il faut riposter **TOUS ENSEMBLES**,
usagers, cheminots, travailleurs de la fonction publique.
Le 22 mars 2018
doit être un moment important de la mobilisation populaire.
Le secteur privé doit s'y associer, et la grève nationale être l'objectif.
C'est par la convergence des luttes
que nous pouvons mettre ce gouvernement en difficultés.

Mais cette réforme est aussi l'occasion pour mettre en avant ses objectifs en matière politique : il veut mettre un terme à tout contrôle parlementaire, et réduire au seul exécutif (Présidence et gouvernement) les décisions politiques (déjà en germe dans la V^{e} République et le coup d'État gaulliste). Comme pour l'état d'urgence devenu l'état permanent, il veut faire du système exceptionnel des ordonnances gaullistes, la manière de gouverner. Comme un vulgaire racketteur, il emploie un ton menaçant contre ceux qui voudrait profiter des débats pour avancer des positions idéologiques, et si le rapport des forces était dans l'impasse. On ne peut mieux souligner le fait que le gouvernement entend faire passer son projet, celui des groupes monopolistes, coûte que coûte. Mais au-delà ce qu'il cherche c'est l'instauration d'un véritable système corporatif, où les lois décisives pour le capital donneraient lieu à des échanges avec « les partenaires sociaux » non sur le fond mais sur la forme, pour les faire avaliser par l'opinion publique, mettant les élus du suffrage universel hors course (pour autant le système mis en place en 1958 et peaufiné depuis, n'est rien moins qu'antidémocratique). Cet aspect de la politique de Macron doit être combattu au même titre que l'ensemble de sa politique de violence contre les travailleurs.

Le 22 mars il faut aussi s'opposer à l'utilisation des ordonnances.

- Le Parti Communiste Révolutionnaire de France appelle les travailleurs à exprimer leur solidarité aux cheminots dans leur lutte pour le maintien du service public, contre la privatisation rampante, pour le maintien et l'extension des statuts.

- Que s'organise la convergence des luttes contre la politique barbare de Macron et des groupes monopolistes.

- Faisons du 22 mars 2018, le point de départ d'une contre-offensive des travailleurs

Paris le 26 février 2018